

La Guinée-Bissau face aux défis de la transition politique en cours, selon l'ONU

UN News Centre, 28 mars 2012 Le Conseil de sécurité a examiné mercredi la situation en Guinée-Bissau, entre les deux tours d'une élection présidentielle anticipée, dont le scrutin du premier tour a eu lieu le 18 mars, après le décès du Président Malam Bacai Sanha, survenu le 9 janvier 2012. Intervenant par vidéoconférence depuis la Guinée-Bissau, le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays, Joseph Mutaboba, a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur l'environnement sécuritaire et politique marqué par de nombreux défis causés essentiellement par la transition politique qui est en cours en Guinée-Bissau pour y restaurer l'ordre constitutionnel.

M. Mutaboba a précisé que la mort du Président Sanha, qui était une force modératrice ayant une influence considérable sur les différents acteurs politiques et sécuritaires, mais divisés, que connaît le pays, a été un coup très dur pour la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix en Guinée-Bissau. Récapitulant les événements importants que vit la Guinée-Bissau en cette année 2012, le Représentant spécial a notamment cité la conclusion de l'élection présidentielle, qui sera marquée par la prestation de serment du nouveau président élu au mois de mai; la tenue en juillet de la Conférence nationale; et les élections législatives, prévues au mois de novembre prochain. Il s'est félicité du succès obtenu en ce qui concerne l'organisation du premier tour de l'élection présidentielle, le 18 mars, en précisant que le deuxième tour de scrutin aura lieu le 22 avril, et qu'il mettra aux prises Carlos Gomes Júnior, ancien Premier Ministre, et Koumba Yala, ancien Président de la République. Rappelant que l'élection présidentielle en cours sera cruciale pour restaurer l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau, M. Mutaboba a souhaité que le moment venu, le nouveau président fasse preuve de souplesse, afin de ne pas sacrifier les progrès considérables et visibles obtenus ces trois dernières années dans le pays. Il a estimé que l'attaque d'un stock d'armes le 26 décembre dernier était symptomatique des divisions qui continuent d'exister au sein des services de sécurité et d'un manque d'adhésion unanime aux valeurs républicaines. Dans ce contexte, il a indiqué que la réforme du secteur de la sécurité demeure la pierre angulaire d'une réforme sans laquelle la démocratie et la stabilité ne pourront être consolidées en Guinée-Bissau.